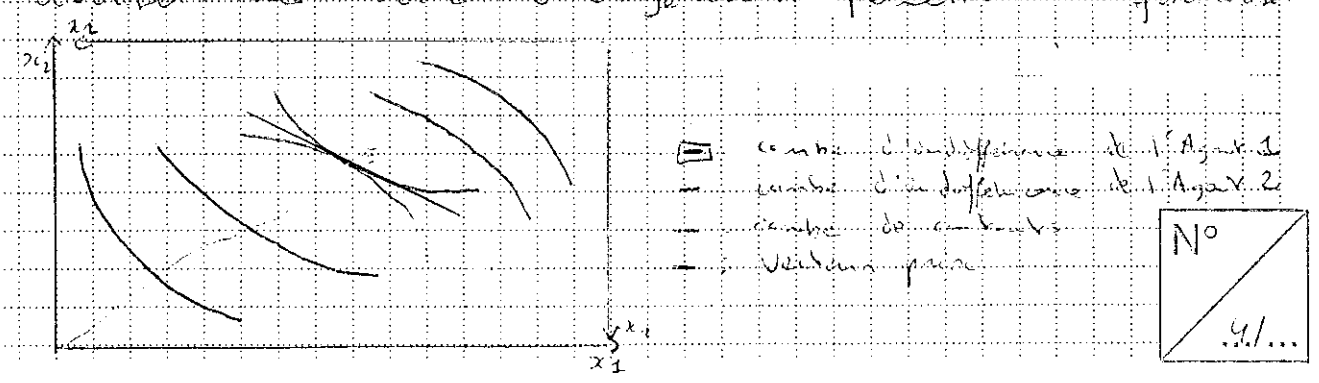


agents. Ces derniers sont pris en compte dans le modèle wickhamien de concurrence pure et parfaite, car, le prix est donné par le commerce-prisonnier qui a pour but de déterminer le vecteur prix de l'équilibre général avant que les échanges aient lieu. Ainsi, il procède par tâtonnement en ajustant les prix et on les ajustait afin d'obtenir le prix coordonnant parfaitement les actions des agents. Vu que ce procédé a lieu avant l'échange, on voit que l'économie est une comme en situation d'équilibre général partiel. L'hypothèse que reprendrait les nouvelles techniques comme nous le verrons plus tard. Mais l'équilibre général et la coordination économique qui en découle sont-ils pareto optimaux?

La réponse à cette question est donnée par les deux théorèmes du bien-être qui prouvent que tout équilibre général est un optimum de pareto et que tout optimum de pareto est un équilibre général.

Afin de démontrer qu'une coordination pareto optimale est toujours un équilibre général on peut utiliser une boîte d'échanges permettant de formaliser



ne rien écrire dans la partie barrée

ck 727

Examens de concours

Spécialité/option : _____

Répère de l'épreuve : _____

Épreuve/sous-épreuve : _____
(Préciser, s'il y a lieu, la sujet choisi)

Note : $\frac{20}{20}$ Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) : _____

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans la bon sens.

En 2016, l'État français dirigé par François Hollande a promulgué un projet de loi que l'on a communément appelé « loi Travail ». À travers cette dernière, l'État cherche à flexibiliser le marché du travail afin d'améliorer la coordination des agents économiques. Ainsi, il abandonne une partie de ses prérogatives au profit des ressortissants du marché. Mais cette coordination par le marché est-elle optimale au sens de pareto - il est impossible de changer la coordination sans diminuer l'utilité de l'un des agents économiques ? En se posant cette question, on verra alors que les marchés, qui ne sont pas en concurrence pure et parfaite dans la réalité, comportent des défaillances qui nuisent à la coordination des agents économiques. L'État retrouve alors une utilité dans la coordination des agents - il a une fonction allocatrice si on reprend la typologie de Musgrave. Mais constitue-t-il un système de coordination alternatif au marché ou un moyen de rendre plus efficace la coordination par le marché ?

Après avoir répondu à cette question, il faudra

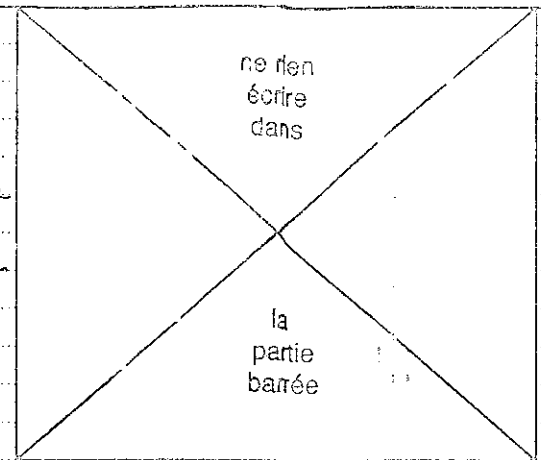
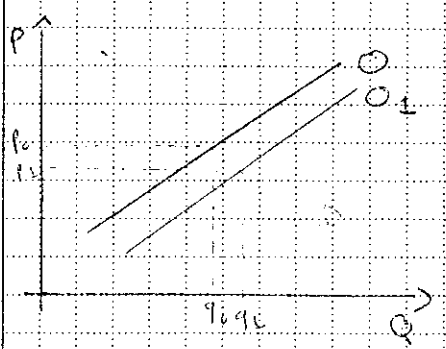
N° 41...

N° 1/17

Certes, il faut étudier les défaillances de l'État qui devient alors une nuisance si la coordination des agents économiques. De cette manière, on pourra alors essayer de déterminer quelle place doit occuper l'État dans le processus de coordination des agents économiques.

On verra dans un premier temps comment le marché permet une coordination parfaite optimale des agents économiques rendant ainsi inutile la présence de l'État dans le processus. Puis ensuite étudier les défaillances de marché qui empêchent la coordination optimale des agents qui ont alors besoin de l'État afin de déterminer dans un deuxième temps les problèmes posés par cette intervention étatique qui trouble la coordination des agents.

Tout d'abord, le marché semble permettre la coordination des agents et cela constitue même sa première fonction. Alfred Marshall réfléchit alors sur cette question dans son analyse des équilibres partiels. Selon lui, le marché à travers les fluctuations du prix permet l'égalisation de l'offre et de la demande d'un bien ce qui signifie la bonne coordination des agents économiques. On peut donc



N°
3/...

l'offre augmente - passage de O_1 à O_2 - celle-ci devient alors une nuisance ce qui signifie que les agents voulant vendre des biens ne le peuvent pas si ce prix lui-même baisse donc de p_0 à p_1 après que l'offre et la demande s'égalise. Le marché permet donc aux agents économiques de se coordonner par les prix; on obtient un équilibre partiel.

Mais est-il possible d'avoir un équilibre général? Ce dernier signifie que tous les marchés sont à l'équilibre et que, par conséquent, la coordination des agents est parfaite puisque l'offre égale la demande sur tous les marchés. Walras cherche alors à prouver l'existence d'un vecteur prix - somme de l'ensemble des prix relatifs - permettant l'équilibre général, qui se traduit par l'équilibre sur n marchés donc par n équations de la forme $x^i = x^j$ formant alors un système de n équations et de n inconnues. Pour résoudre ce système, il prend une n -choix et la considère comme non erronée - la norme est donc un simple état de valeur - afin d'obtenir la valeur des autres biens de ce marché. Il obtient alors $n-1$ équations ce qui va lui permettre de résoudre son système en appliquant la loi de Walras qui dit que lorsque $n-1$ marchés sont à l'équilibre alors le n ème l'est aussi. Walras prouve alors l'existence d'un vecteur prix qui permet d'avoir une coordination parfaite des

N°
3/...

l'asymétrie d'information a la coordination des agents. L'état est alors un besoin dans ce cadre comme il le montre Arrow avec sa étude des assurances privées qui représentent aussi un marché où la coordination est ébranlée à cause de l'asymétrie d'information - il y a en plus un effet d'Alca Moral puisque l'assuré prend plus de risques si il se sent assuré. En effet, l'état qui n'est pas dans une logique marchande ne cherche pas à maximiser les plus dérivés de ces assurances - qui sont aussi les moins rentables - et il prend en charge un marché où la mauvaise coordination des agents devrait mener à la disparition de ce dernier. L'imperfection de l'information est aussi un problème pour la coordination des agents sur le marché du travail. Comme le montre l'existence d'un chômage de perspective dans le secteur privé et surtout avec les études de Job Search. En effet, l'information n'est pas gratuite. Selon elle, il existe dans un temps de perspective pour le salarié qui traduit le fait que la coordination des agents n'est pas entièrement avec le marché. L'état essaye alors de réduire ce problème d'information avec des institutions telles que Pôle-emploi qui cherche à faciliter la coordination entre employeurs et employeurs mais le fait qu'il y ait plus d'employeurs ont été trouvés sur le site du Pôle-emploi semble remettre en cause l'efficacité de l'état dans ce domaine.

ne rien écrire dans

NE RIEN ÉCRIRE

la partie barrée

N° / 3/...

EXAMEN OU CONCOURS

Spécialité/option : _____

Rapport de l'épreuve : _____

Épreuve/sous-épreuve : _____
(Préciser, s'il y a lieu, la sujet choisi)

Note : 20 / 20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) : _____

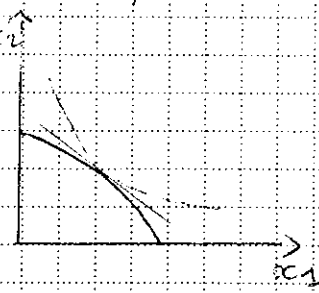
* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans la bon sens.

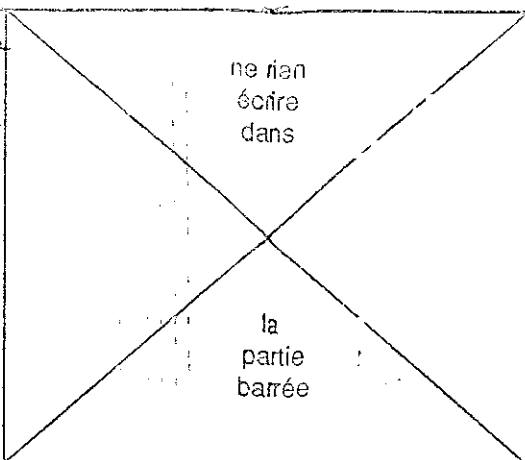
la coordination économique de deux agents en situation d'échange. On peut alors remarquer tout d'abord, que les agents ont pu procéder à des échanges - ici à travers un système de troc - tant qu'ils avaient leur utilité et les échanges s'arrêteront alors quand l'un des deux participants ne gagne plus rien à l'échange, on obtient alors un point Pareto-optimal (E) où les Courbes Indifférentes de Substituts (TMS) des deux agents sont égales. On retrouve l'idée chez Adam Smith de la main invisible du marché qui permet la coordination optimale des agents - il est possible que cette coordination optimale effective soit inégalitaire comme on peut le voir avec le contrat de travail qui représente l'ensemble des options de Pareto. Mais comment savoir que cet optimum est un équilibre général? Arrow et Debreu en utilisant la théorie mathématique des ensembles prouvent alors l'existence de ce vecteur-prix qui permet l'égalisation des TMS comme on peut le voir sur la figure sans tout son ensemble est séparé d'un autre par un hyperplan - donc il y a une droite.

N° / 5/...

On peut alors prouver le théorème bien-être au bien-être à l'aide de la représentation de la fonction de production qui figure les possibilités de bien que le producteur peut produire au même coût. Il y a donc



équilibre général quand le même vecteur prix marginal de transformation (TMT) - c'est-à-dire la pente de la fonction de production et qui est le rapport de la productivité marginale des facteurs de production est égal au TMS - le rapport des utilités marginales - mais alors le prix est mesuré à cette condition des agents avec $TMT = \frac{p_1}{p_2}$ et $TMS = \frac{p_1}{p_2}$, on a donc l'égalité des TMS et des TMT qui traduisent l'équilibre général et le fait que ce dernier soit un optimum de Pareto. Toutefois, il faut préciser que cela est vrai qu'en concurrence pure et parfaite puisque il faut que les agents soient prisentiers afin d'avoir un vecteur prix identique pour tous les agents. On voit donc déjà les problèmes posés par le fait que l'économie en réalité n'est pas en concurrence pure et parfaite ce qui mène à la coordination de plus, Arrow et Debreux, lorsque ils ont démontré l'équilibre général existant, ont énoncé plusieurs conditions restrictives nécessaires à son existence tel que l'existence d'un marché parfait et futur - à l'inverse -



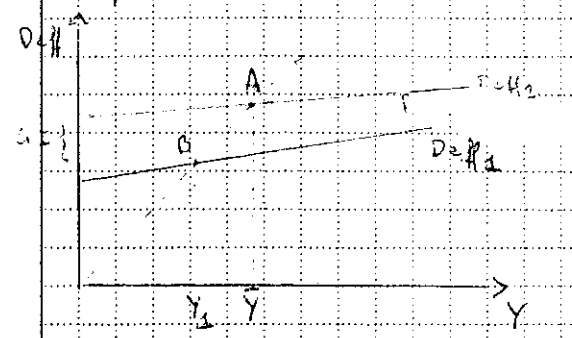
pour vendre les marchandises. Ainsi, la coordination des agents économiques s'avère difficile dans la réalité puisque les marchés ne sont pas en état permanent d'équilibre et comportent des défaillances qui semblent justifier l'action étatique.

Tout d'abord, il existe deux problèmes de marché la première tient de l'imperfection de l'information sur le marché - hypothèse de concurrence parfaite - qui peut aboutir à une mauvaise coordination des agents économiques. Ensuite dans son article sur le marché des « lemons » souligne le problème d'asymétrie d'information qui règne sur plusieurs marchés. Il commence par étudier le marché des voitures d'occasion où les vendeurs ont un avantage informationnel sur les potentiels acheteurs ce qui pousse ceux-ci à vendre pour différents de ce que plus cher les voitures que ce qu'elle vaut en réalité. On voit alors que le prix qui constituerait un marché d'information permettant la coordination devient alors défaillant puisque dans certaines conditions même prix peuvent passer des valeurs différentes. Ainsi, il va y avoir un phénomène de sélection adverse avec les voitures de valeur qui s'échappent les moins cher et finalement à la destruction des marchés si il ne reste que des lemons. On voit alors que le marché s'auto-détruit car

N°
6/...

N°
7/...

les agents ont donc besoin de l'état car leur coordination aboutissant à un résultat sous-optimal. Keynes défend cette idée dans la Théorie générale avec l'idée d'un possible équilibre de sous-emploi qui est une suite de déséquilibre. Selon



lui, la demande effective est une demande anticipée et est toujours réalisable par les entreprises qui va déterminer le niveau de production. Sur le schéma ci-dessus, on peut voir à travers la 1^{ère} bisectrice l'ensemble des points qui égalise la demande effective et la production. On voit donc que si les firmes ont anticipé $Deff_2$ alors le niveau global de production sera égal à Y_1 qui n'est pas le niveau de plein emploi des facteurs de production ce qui traduit une mauvaise coordination des agents économiques. En effet, dans cet état de choses, il y a du chômage involontaire ce qui signifie que des agents voudraient travailler à leur productivité marginale mais ne peuvent pas. L'état va donc devoir agir afin d'atteindre le plein-emploi et une coordination optimale des agents économiques en créant la pompe à air avec son investissement public - Roosevelt et son New Deal - comme on l'a représenté avec $Deff_2$ qui va de plus en plus en effet d'autant plus grand que le multiplicateur s'élève - au grand air la multiplication budgétaire est beaucoup plus forte que ce qui se passe en

ne rien écrire dans la partie réservée

NE RIEN ÉCRIRE

Examen de concours :

Spécialité/option : _____

Repère de l'épreuve : _____

Épreuve/sous-épreuve : _____
(Préciser, s'il y a lieu, la sujet choisi)

Note : 20 / 20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) : _____

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

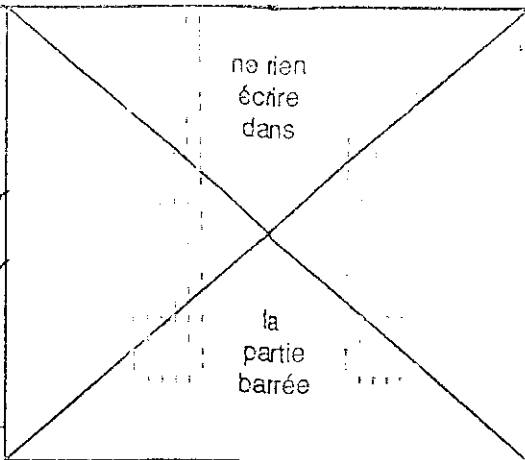
On peut imaginer un cas de défaillance de marché les biens qui ne sont pas alloués de façon efficace et les agents s'en rendent compte. On pense alors aux biens communs qui sont ainsi mal répartis car il n'existe ni nombre limité ni accès exclusif - il est difficile d'exclure l'utilisation pour certains agents - ce qui se traduit par une surconsommation et l'activation de ces biens, c'est ce que l'on a appelé la tragédie des biens communs. On voit alors que la coordination des agents dans une forêt par exemple - même si un résultat sous-optimal puisque le bois finit par disparaître, l'état peut alors prendre en charge ces biens communs en créant des institutions pour le protéger au lieu de les transférer en biens privés. C'est par exemple le mouvement des enclosures en Angleterre qui a transféré les terres de pâturage en terre privée. Toutefois, il faut noter dans sa ligne la tragédie des biens communs montre que l'action de l'état n'est pas forcément nécessaire pour la coordination des agents économiques qui peuvent alors créer eux-mêmes des institutions afin de réguler la consommation

N° 12/...

N° 3/...

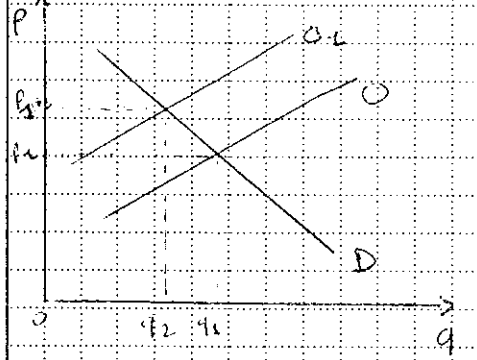
de ces biens et assure une coordination optimale entre les agents.

Les biens publics purs qui sont non-rival et non-exclusifs - la recherche par exemple - nécessitent peut-être une l'aide de l'État. En effet, ce sont des biens demandés mais pour lesquels l'offre est nulle. Car il y a un problème de free-rider - le fait qu'un agent peut utiliser le bien sans le payer - qui vient de la non-exclusivité du bien. A Smith déjà dans La Richesse des Nations parle des avantages du public ou qui reconnaît le principe de subsidiarité de l'État qui permet la coordination entre les agents économiques lorsque le marché est défaillant. L'État, de par son pouvoir de lever des impôts, peut résoudre le problème de free-rider et se constituer une offre de ce bien. Ronald Coase a remarqué aussi en cause ce besoin de l'État dans le domaine des biens publics. Dans un article du 1960 montre que des phrases sont construites par des entreprises privées qui se ont hérité pour éviter de grosses pertes résultant au cas de non-paiement. R. Coase remet donc en cause le principe de subsidiarité de l'État puisque les agents fondamentalement finissent à se coordonner entre eux et on retrouve alors le théorème de Coase selon lequel la coordination des agents par le marché est efficace si les droits de propriété sont bien définis et que les coûts de transaction sont nuls, les agents, selon lui, ont intérêt à résoudre le problème de l'État.



impens définis en droits de propriétés. Le théorème qui justifie la supériorité de la coordination par le marché sur toute les autres coordinations a inspiré la création d'un marché de droits à polluer en Europe depuis les années 1990. Toutefois, ce marché est un échec - trop de permis ont été distribués; il y a eu de la fraude et c'est devenu un marché de spéculation - ce qui semble justifier le besoin de l'État quand il est question de coordination.

En effet, la présence d'externalités - la présence de coûts ou de bénéfices qui ne sont pas pris en compte par les agents, même si une coordination sous-optimale. Par exemple, sur la figure ci-dessous on peut considérer que l'offre ne prend pas en compte le coût externe de sa production - le coût de dépollution par exemple - ce qui aboutit donc à l'échange d'une quantité q_1 de ce bien qui n'est pas optimal en réalité. En effet, le producteur doit déterminer sa production en fonction du coût social (coût externe + coût interne) en internalisant les coûts externes. L'État va permettre cette internalisation en lançant - la taxe pigou - le producteur qui va donc vendre plus cher et donc des quantités moindres mais la coordination sera alors optimale puisque le producteur équilibre le prix et le vrai coût marginal de son produit - on passe de Q_1 à Q_2 .



En effet, le producteur doit déterminer sa production en fonction du coût social (coût externe + coût interne) en internalisant les coûts externes. L'État va permettre cette internalisation en lançant - la taxe pigou - le producteur qui va donc vendre plus cher et donc des quantités moindres mais la coordination sera alors optimale puisque le producteur équilibre le prix et le vrai coût marginal de son produit - on passe de Q_1 à Q_2 .

de chômage structurel qui a beaucoup plus fait en France qu'aux États-Unis où le marché du travail est plus élastique. Un exemple de cette entorse à la coordination serait le SMC en France - qu'une note du CAE de Cahuc et Fatas a proposé de supprimer en 2008, qui empêche par les hautes cotisations de réduire d'obtenir un travail car il entrave la coordination par les prix - les salaires ne peuvent pas descendre en dessous du SMC pour égaliser la productivité marginale. L'État entrave donc plus qu'il n'aide à la coordination économique. Mais J. Turck n'en rejette tout de même pas l'importance puisqu'il pense que l'État ne doit pas être opposé au marché car il en permet le bon fonctionnement. L'État doit donc être un État régulateur qui rend le plus efficacement possible le système de coordination par le marché.

M. Aglietta et A. Alesina dans La Monnaie ont souligné et soulignent encore aujourd'hui que le premier rôle de l'État est d'assurer la confiance d'une monnaie qui est selon eux à la base de l'échange marchand qui est toujours un échange monétaire. En effet, sans cette monnaie, les agents ne peuvent se coordonner de façon optimale car ils cherchent toujours à constituer la marchandise qu'ils possèdent en monnaie afin d'obtenir du pouvoir. L'État permet donc la pacification des échanges en se

ne rien écrire dans la partie barrée

NE RIEN ÉCRIRE

Examen ou concours : _____ Série : _____

Spécialité/option : _____

Repère de l'épreuve : _____

Épreuve/sous-épreuve : _____
(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Note : 20 Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) : _____

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

se trouve dans une trappe à liquidité où l'effet d'investissement est alors nul - une politique monétaire accommodante est ainsi possible mais aujourd'hui elle semble avoir atteint ses limites. Les théories du déséquilibre de Clower s'inspirent des travaux Keynesiens rejetant elle aussi l'idée d'équilibre général comme le montre la critique que fait Clower de Walras. Selon lui, le concept de puissance d'achat n'existe pas ce qui signifie que l'économie est décentralisée et que la coordination entre les agents économiques est difficile, par conséquent l'économie est en situation de déséquilibre de façon permanente ce qui justifie l'action de l'État.

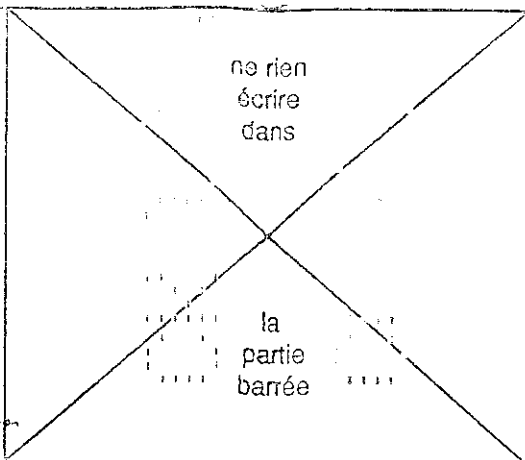
Mais l'État lui-même n'a-t-il pas des défaillances qui conduisent son action dans le processus de coordination des agents ?

Pour les économistes libéraux tels que F. Hayek, le marché est le meilleur système de coordination des agents et l'action de l'État est souvent inutile et cette coordination en effet, selon lui, le prix

N° 16/...

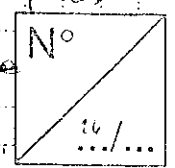
N° 17/...

est un vecteur d'information qui rend possible l'information détenue par chacun afin de coordonner bien mieux. Or l'État a contracté sa substitution au marché agit comme si il détenait plus d'information que le marché - par exemple l'idée keynésienne de prévoir de



le PIB de plan septu - alors que ceux en face de lui - l'économiste du Public choice qui ont écrit a pu écrire ce l'État a fait par conséquent - l'exemple le plus extrême de cette substitution est l'URSS communiste où toute la coordination se faisait étatique. Ce qui a eu pour conséquence l'apparition d'une économie de pénurie où l'inflation était nulle puisque les prix étaient fixes et contrôlés.

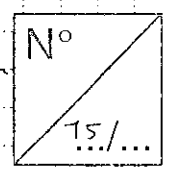
Les Nouveaux Économistes défendent aussi cette idée en considérant les marchés comme efficients ce qui signifie qu'ils n'ont pas besoin de l'État pour coordonner les actions des agents. Bien au contraire, l'action de l'État vient troubler la coordination puisque celui-ci est touché selon Kydland et Prescott par deux pathologies : le biais inflationniste et l'incertitude épistémique. On se trouve les critiques de l'État, c'est surtout le problème des anticipations rationnelles des agents que l'on retrouve car selon eux les actions de l'État déstabilisent les anticipations des agents et finalement bien coordonnés, c'est pourquoi les nouveaux économistes défendent l'idée de règles et d'une inflation basse afin de ne pas déstabiliser le comportement des agents.



la fonction d'offre de Robert Lucas - note bien que $\bar{Y} - Y_t = f(\pi_t^e - \pi_t)$ l'État doit assurer les anticipations afin de parvenir au plein-emploi. Or voit par exemple que si $\pi_t > \pi_t^e$ alors cela signifie qu'une partie de l'inflation n'est pas anticipée par les producteurs qui pensent

alors que l'augmentation des prix de ce produit due à l'augmentation du prix relatif de leur produit - alors qu'elle n'a en réalité qu'une cause monétaire et non réelle - ce qui va se traduire par une surproduction ($\bar{Y} < Y_t$) Or voit que si l'inflation est parfaitement anticipée alors l'économie est à son niveau de plein-emploi. Ainsi, si les agents ont besoin de l'État ce n'est pas en tant que système alternatif de coordination mais plutôt comme un moyen d'assurer le bon fonctionnement du marché en assurant les anticipations des agents.

L'État doit donc permettre le bon fonctionnement des marchés et s'il ne peut l'entretenir c'est ce que reproche les libéraux français à l'État qui régule le marché du travail. En effet, il existe un chômage structurel qui est associé avec une imperfection de marché - du marché du travail et des autres -, or l'État est excusé par des économistes tels que Jean Tirole dans le bien commun d'entretenir la coordination du marché du travail et propose une planification de celui-ci afin de garantir le bien-être.



ne rien
écrire
dans

NE RIEN ÉCRIRE

la
partie
barrée

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

Numérotez chaque
page (dans le cadre
en bas de la page) et
placez les feuilles
intercalaires dans le
bon sens.

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

portant garant d'une convention antérieurement d'une
concordance ; il est le pouvoir qui encadre et rend possible
la coordination marchande entre les agents

les marchés, si ils sont dans une situation
d'équilibre général, seraient dans un état de
coordination optimale des agents économiques toutefois,
le soutien de l'hypothèse de concurrence pure et parfaite
nous a montré que le marché n'est pas toujours
capable de coordonner de façon optimale les actions
des agents et c'est pourquoi l'État pourrait apparaître
comme un besoin afin d'atteindre optimalement certains
niveaux ou d'atteindre le niveau de plein-emploi. Cependant,
le développement de la pensée Walrasienne avec les
économistes se d'entre autres souligne l'importance des
thèses dérivant l'effet néfaste de l'État qui cherche
à se substituer ou à entraver la coordination par le
prix qui a lieu sur le marché qui se traduit alors
par une coordination par le prix qui n'est pas
peut être une mauvaise coordination
- la présence de chômage qui implique l'État dans

N°

.../...

N°

.../...

donc selon une méthode à l'achète le fait d'investir
des milliards à travers de investissements, des règles
regardent pour but principal de se rapprocher de
la situation de son économie pure et parfaite
Un exemple à l'instar de la Bourse. Cependant, les théories
des marchés efficients semblent aujourd'hui remise
en cause avec la crise qui a la voir en réalité. En
effet, la thèse de l'effondrement de marchés financiers
par E. Fama est-elle aujourd'hui crédible ? Pourrais-je
en dire un peu sur les marchés financiers, le meilleur
moyen de coordonner les épargnants et le débiteur ?
Il semble que oui mais à condition que ces
derniers soient régulés et encadrés par l'État.

